

Travail, richesse : un autre partage

Emploi : Sarkozy veut-il mettre la France au travail ?

En annonçant la suppression de 22 921 emplois dans la fonction publique pour 2008 (1), le gouvernement ne fait que poursuivre la politique menée depuis quelques années, politique qui détériore les services publics : bourrage des classes, embouteillage dans les hôpitaux et dans les palais de justice... Cette politique de Sarkozy ne peut qu'augmenter le chômage alors que ce Président a osé stigmatiser les chômeurs en les traitant de « lève-tard ». En outre, l'État embauche de plus en plus sur des postes précaires, dont il empire au fil du temps les conditions. Dans l'Éducation nationale, ces salariés sont de plus en plus embauchés sur des contrats dont le terme se situe la veille des vacances scolaires. Ce qui évite à l'État de les payer durant cette période !

Revenus : cassons la hiérarchie

Depuis 1983, le pouvoir d'achat des fonctionnaires diminue lentement mais régulièrement : baisse de 23% depuis 1983 (1). Celle-ci n'a profité ni à l'emploi ni aux chômeurs ni au tiers-monde ni à réduire les consommations écologiquement nuisibles. Elle a servi à augmenter les revenus du capital et les salaires des PDG. Si l'ensemble des revenus distribués doit être compatible avec les ressources de la planète, notamment en matière énergétique, il faut écraser la hiérarchie des revenus. Pour ce faire exigeons une augmentation de salaire identique à tous les salariés (par exemple de 100 euros), imposons un revenu maximum (par exemple équivalent à 8 revenus minimums).

Retraites : place aux jeunes

En voulant imposer à tous les salariés 41 annuités de cotisation pour l'obtention d'une retraite pleine, le gouvernement veut augmenter le temps de travail. Alors que l'amélioration continue de la productivité réduit la quantité globale du travail à accomplir, augmenter l'âge de la retraite ne va certainement pas faciliter l'emploi des jeunes. Et, avec le prolongement des études, le maintien du chômage, à quel âge les jeunes actuels pourront-ils afficher 41 annuités de cotisation ?

Imposons à nos dirigeants de nous faire travailler moins longtemps afin de laisser la place aux jeunes !

Baisse des impôts pour qui ?

Depuis une vingtaine d'années, les gouvernements successifs se targuent de réduire les impôts : vignette auto, impôt sur le revenu, sur les successions, sur les bénéfices des entreprises, l'ISF*, instauration du bouclier fiscal. Ces baisses ou suppression d'impôts ont bénéficié aux personnes les plus aisées. Elles sont la cause de celles des salaires des fonctionnaires, de la dégradation des services publics et de l'augmentation de la dette de l'État, qui, malgré les nombreuses privatisations, est devenue faramineuse : 64% du PIB (2) ! Le dernier paquet-cadeau de Sarkozy (bouclier fiscal passant de 60% à 50% des revenus, réduction des droits de succession et de l'ISF*, déduction d'impôt pour l'achat de résidence principale) et celui qu'il se fait à lui-même (augmentation de son salaire de 206%) (3) vont aggraver la situation.

La satisfaction de nos revendications en matière de salaires, de retraites, d'emplois et de services publics passent donc en préalable par l'annulation des paquets-cadeaux de Sarkozy. À plus long terme, l'établissement d'un revenu maximum doit être une source importante de recettes pour l'État. Par exemple est-il utile au PDG de LVMH d'avoir touché en 2007, rien qu'en dividendes,

l'équivalent de 27 031 SMIC annuels ? (4) Trois ou quatre SMIC ne suffiraient-ils pas à son bonheur ?

Poser les problèmes au niveau européen

Cette politique alternative de partage des richesses et du temps de travail, écologiquement viable, ne peut durablement progresser que si elle se réalise à des échelons territoriaux supérieurs à celui du simple hexagone, et ce à cause des délocalisations. C'est pour cette raison que nous revendiquons une Europe à la fois sociale, fiscale et environnementale. Ce qui est à l'opposé du contenu du « nouveau traité européen simplifié » qui prévoit, comme son prédécesseur, l'unanimité des États membres pour légiférer en matières sociale et fiscale !

Décider comme l'a fait le Président de la République de ne pas soumettre à référendum ce nouveau traité est antidémocratique. Les Alternatifs sont partis prenantes du « Collectif isérois pour un référendum sur le traité européen ». Enfin, pour être plus performants, à l'exemple des Forums Sociaux Mondiaux, les mouvements revendicatifs doivent s'internationaliser.

Sources chiffrées

- (1) FSU-Isère
- (2) L'État du Monde 2008
- (3) L'Humanité
- (4) Observatoire des inégalités

*Impôt sur les fortunes